

van de federale overheid naar het Waalse Gewest zoals bepaald bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 13 juli 2001, inzonderheid bij de artikelen 6, § 1, 5, en 92bis, § 1; en dat in de vervanging voorzien moet worden van mevr. Hélène Raymond nadat zij adjunct-verantwoordelijke is geworden van de eenheid interne audit van het Waalse Gewest voor de Europese structuurfondsen;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2, tweede streepje, van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Fondsen wordt vervangen door volgende bepaling :

« - de uitvoering van de opdracht bestaande uit de certificering van de uitgavenrekeningen van de betalingsinstantie van EOGFL, afdeling Garantie, zoals bepaald bij het bestuurscontract van 12 december 2002; ».

**Art. 2.** § 1. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° « a) twee Inspecteurs van Financiën; »;

2° « b) zes personeelsleden van de niveaus 1 of 2+, waarvan minstens vier van niveau 1, aangewezen door de Regering, op de voordracht van de Minister-President, in overleg met de Inspecteur van Financiën bedoeld in artikel 1; ».

§ 2. Artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« De wedden van de Inspecteurs van Financiën bedoeld in § 1 blijven ten laste van het interfederaal corps van de Inspectie van Financiën. De helft van de last van de wedde van één der beide inspecteurs wordt evenwel ten laste van de gewestbegroting terugbetaald. De wedden van de personeelsleden aangewezen door de Waalse Regering zijn ten laste van de begroting van het Waalse Gewest. De wedden van het personeelslid aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap gaan ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 13 februari 2003.

**Art. 4.** De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 februari 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 986

[C - 2003/27134]

**27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 60;

Vu l'avis de la Commission des déchets donné en date du 16 décembre 2002;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il s'agit de la transposition d'une directive marché intérieur dont le délai de transposition a expiré le 28 décembre 2002;

Qu'une mise en demeure a été envoyée par la Commission européenne en date du 22 janvier 2003 et qu'un délai de deux mois a été fixé pour y répondre. Que la Commission se réserve le droit d'émettre un avis motivé dans le cas où les observations ne seraient pas parvenues dans le délai fixé;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la directive du Conseil des Communautés européennes 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par les directives 91/156/CEE du 18 mars 1991 et 91/692/CEE du 23 décembre 1991;

Considérant la directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2000 sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison;

Considérant la Convention internationale Marpol 73/78 de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif, en vigueur à la date du 27 novembre 2000;

Sur proposition conjointe du Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2000 sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

**Art. 2.** L'objectif du présent arrêté est de réduire les rejets de déchets d'exploitation des navires et de résidus de cargaison en mer et notamment les rejets illicites, effectués par les navires utilisant les ports, en améliorant la disponibilité et l'utilisation des installations de réception portuaires destinées aux déchets d'exploitation et aux résidus de cargaison et de renforcer ainsi la protection du milieu marin.

**Art. 3.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre :

1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° déchet : tout déchet tel que défini à l'article 2, 1°, du décret;

3° déchets d'exploitation des navires : tous les déchets, y compris les eaux résiduaires, et résidus autres que les résidus de cargaison, qui sont produits durant l'exploitation d'un navire de mer et qui relèvent des annexes I<sup>re</sup>, IV et V de Marpol 73/78, ainsi que les déchets liés à la cargaison tels que définis dans les directives pour la mise en œuvre de l'annexe V de Marpol 73/78;

4° résidus de cargaison : les restes de cargaisons à bord qui demeurent dans les cales ou dans les citernes à cargaison après la fin des opérations de déchargement et de nettoyage, y compris les excédents et quantités déversées lors du chargement/déchargement;

5° navire : un bâtiment de mer de quelque type que ce soit exploité en milieu marin y compris les hydroptères, les aéroglisseurs, les engins submersibles et les engins flottants;

6° navire de pêche : tout navire équipé ou utilisé à des fins commerciales pour la capture de poissons ou d'autres ressources vivantes de la mer;

7° bateau de plaisance : tout navire de tout type et de tout mode de propulsion qui est destiné à être utilisé à des fins sportives et de loisir;

8° port : un lieu ou une zone géographique comportant des aménagements et des équipements permettant principalement la réception de navires, y compris des navires de pêche et des bateaux de plaisance;

9° installation de réception portuaire : toute installation fixe, flottante ou mobile, pouvant servir à la collecte des déchets d'exploitation des navires ou des résidus de cargaison;

10° collecte : la collecte telle que définie à l'article 2, 14°, du décret;

11° élimination : l'élimination telle que définie à l'article 2, 9°, du décret;

12° valorisation : la valorisation telle que définie à l'article 2, 10°, du décret;

13° Office : l'Office tel que défini à l'article 2, 24°, du décret.

**Art. 4.** Sans préjudice des définitions figurant à l'article 3, 3° et 4°, les « déchets d'exploitation des navires » et les « résidus de cargaison » sont des déchets au sens de l'article 2, 1°, du décret.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique :

a) à tous les navires, y compris les navires de pêche et les bateaux de plaisance, quel que soit leur pavillon, faisant escale ou opérant dans un port;

b) à tous les ports dans lesquels les navires visés au point a) font habituellement escale.

§ 2. Le présent arrêté, à l'exception des articles 8, § 3 et 9, § 2, n'est pas applicable :

a) aux navires de guerre et navires de guerre auxiliaires;

b) aux navires appartenant à un Etat ou exploités par un Etat tant que celui-ci les utilise exclusivement à des fins gouvernementales et non commerciales.

**Art. 6.** Les gestionnaires des ports installent ou font installer des installations de réception portuaires adéquates pour répondre aux besoins des navires utilisant habituellement le port.

Sont considérées comme adéquates les installations de réception portuaires qui sont en mesure de recueillir les types et les quantités de déchets d'exploitation des navires et de résidus de cargaison provenant des navires utilisant habituellement le port, compte tenu des besoins opérationnels des utilisateurs dudit port, de l'importance et de la position géographique de celui-ci, du type de navires qui y font escale et compte tenu des exemptions prévues à aux articles 8, § 3 et 9, § 2.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Chaque gestionnaire de port établit et met en œuvre, en associant les personnes concernées en ce compris les exploitants privés et les utilisateurs du port ou leurs représentants, un plan de réception et de traitement des déchets approprié à sa situation locale et tenant compte des obligations découlant du présent arrêté.

Les prescriptions minimales relatives à l'établissement de ces plans sont reprises à l'annexe 1<sup>re</sup>.

§ 2. Chaque projet de plan de réception et de traitement des déchets est soumis à l'avis de l'Office wallon des Déchets de la Direction générale des ressources naturelles et de l'Environnement. Cet avis est conforme et est rendu dans le mois à dater de l'envoi de la demande d'avis par le gestionnaire du port.

§ 3. Le Gouvernement approuve, pour une période maximale de trois ans, le plan de réception et de traitement des déchets qui lui est soumis par le gestionnaire du port.

Chaque plan de réception et de traitement des déchets est publié au *Moniteur belge*.

§ 4. Le gestionnaire du port revoit son plan de réception et de traitement des déchets après toute modification importante de l'exploitation du port.

§ 5. Le gestionnaire du port établit à l'attention du Gouvernement un rapport annuel d'évaluation de la mise en œuvre de son plan de réception et de traitement des déchets.

Une copie du rapport d'évaluation est adressée à l'Office.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup> Les capitaines de navires, autres que les navires de pêche et les bateaux de plaisance ayant un agrément pour 12 passagers au maximum, en partance pour un port de la Région wallonne, doivent compléter fidèlement et exactement le formulaire visé à l'annexe II du présent arrêté et notifier ces renseignements au gestionnaire du port :

- a) au moins vingt-quatre heures avant l'arrivée, si le port d'escale est connu, ou;
- b) dès que le port d'escale est connu, si cette information est disponible moins de vingt-quatre heures avant l'arrivée, ou;
- c) au plus tard au moment où le navire quitte le port précédent, si la durée du trajet est inférieure à vingt-quatre heures.

§ 2. Les capitaines de navires conservent à bord les renseignements visés au paragraphe 1<sup>er</sup> au moins jusqu'au port d'escale suivant.

§ 3. Le gestionnaire du port peut exempter des navires des obligations du paragraphe 1<sup>er</sup> à la condition :

- qu'ils effectuent des transports maritimes réguliers assortis d'escales fréquentes et régulières;
- qu'ils disposent de preuves suffisantes attestant l'existence d'un arrangement en vue du dépôt des déchets d'exploitation des navires et du paiement des redevances y afférentes. Parmi ces preuves doit se trouver au moins un acte contractuel engageant le capitaine du navire et le gestionnaire du port;
- qu'ils aient adressé, préalablement et par écrit, au gestionnaire du port une demande d'exemption accompagnée de tous les éléments de preuve susvisés.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les capitaines des navires faisant escale dans un port doivent, avant de quitter le port, déposer tous les déchets d'exploitation des navires dans une installation de réception portuaire.

Nonobstant l'alinéa 1<sup>er</sup>, un navire peut être autorisé par le fonctionnaire chargé de la surveillance à prendre la mer pour le port d'escale suivant sans déposer ses déchets d'exploitation s'il s'avère qu'il est doté d'une capacité de stockage spécialisée suffisante pour tous les déchets d'exploitation qui ont été et seront accumulés pendant le trajet jusqu'au port de dépôt.

§ 2. Le gestionnaire du port peut exempter des navires des obligations du paragraphe 1<sup>er</sup> moyennant le respect des conditions suivantes :

1. qu'ils effectuent des transports maritimes réguliers assortis d'escales fréquentes et régulières;
2. qu'ils disposent de preuves suffisantes attestant l'existence d'un arrangement en vue du dépôt des déchets d'exploitation des navires et du paiement des redevances y afférentes. Parmi ces preuves doit se trouver au moins un acte contractuel engageant le capitaine du navire et le gestionnaire du port;
3. qu'ils aient adressé, préalablement et par écrit, au gestionnaire du port une demande d'exemption accompagnée de tous les éléments de preuve susvisés.

**Art. 10.** Dans le cas d'inspections de navires autres que les navires de pêche et les bateaux de plaisance ayant un agrément pour 12 passagers au maximum, si l'autorité compétente n'est pas satisfaite des résultats de l'inspection, elle veille à ce que le navire ne quitte pas le port avant d'avoir déposé ses déchets d'exploitation et résidus de cargaison dans une installation de réception portuaire conformément au présent arrêté.

**Art. 11.** Les capitaines des navires faisant escale dans un port assurent que les résidus de cargaison sont déposés dans une installation de réception portuaire conformément aux dispositions de Marpol 73/78.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics et le Ministre de l'Environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

---

#### ANNEXE I<sup>er</sup>

Prescriptions concernant les plans de réception et de traitement des déchets dans les ports

Les plans couvrent tous les types de déchets d'exploitation des navires et de résidus de cargaison provenant des navires faisant habituellement escale dans le port et sont élaborés en fonction de la taille du port et des catégories de navires qui y font escale.

Les plans couvrent notamment les éléments suivants :

- une évaluation des besoins en termes d'installations de réception portuaires, compte tenu des besoins des navires qui font habituellement escale dans le port;
- une description du type et de la capacité des installations de réception portuaires;
- une description détaillée des procédures de réception et de collecte des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison;
- une description du système de tarification;
- les procédures à suivre pour signaler les insuffisances constatées dans les installations de réception portuaires;
- les procédures de consultation permanente entre les utilisateurs du port, les contractants du secteur des déchets, les exploitants de terminaux et les autres parties intéressées;
- le type et les quantités de déchets d'exploitation des navires et de résidus de cargaison reçus et traités.

En outre, les plans comprennent les éléments ci-après :

- un résumé de la législation concernée et des formalités de dépôt;
- l'identification d'une ou de plusieurs personnes responsables de la mise en œuvre du plan;
- une description, le cas échéant, des équipements et procédés de pré-traitement;
- une description des méthodes employées pour enregistrer l'utilisation effective des installations de réception portuaire;
- une description des méthodes employées pour enregistrer les quantités de déchets d'exploitation des navires et de résidus de cargaison reçues;
- la description des modalités d'élimination des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison.

Les procédures de réception, collecte, stockage, traitement et élimination devraient être à tous égards conformes à un programme de gestion de l'environnement conduisant à une réduction progressive de l'impact de ces activités sur l'environnement. Cette conformité est présumée si les procédures sont conformes au règlement (CEE) n° 1836/93 du Conseil du 29 juin 1993 permettant la participation volontaire des entreprises du secteur industriel à un système communautaire de management environnemental et d'audit.

Informations à communiquer à tous les utilisateurs du port :

- brève référence à l'importance fondamentale que revêt le dépôt adéquat des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison;

- emplacement des installations de réception portuaires correspondant à chaque poste de mouillage, avec diagramme/carte;

- liste des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison habituellement pris en charge;

- liste des points de contact, des opérateurs et des services proposés;

- description des procédures de dépôt;

- description du système de tarification;

- procédures à suivre pour signaler les insuffisances constatées dans les installations de réceptions portuaires.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## ANNEXE II

Renseignements à notifier avant d'entrer dans le port de .....

(port de destination, tel que visé à l'article 8 de l'arrêté)

Nom, code d'appel, et le cas échéant, numéro OMI d'identification du navire :

Etat du pavillon :

Heure probable d'arrivée au port :

Heure probable d'appareillage :

Port d'escale précédent :

Port d'escale suivant :

Dernier port où les déchets d'exploitation des navires ont été déposés et date à laquelle ce dépôt a eu lieu :

Déposez-vous : la totalité  une partie  aucun  de vos déchets dans les installations de réception portuaires ?

Type et quantité des déchets et de résidus à déposer et/ou restant à bord, et pourcentage de la capacité de stockage maximale que ces déchets et résidus représentent :

- Si vous déposez la totalité de vos déchets, complétez la deuxième colonne comme il convient

- Si vous ne déposez qu'une partie ou aucun de vos déchets, complétez toutes les colonnes

Type	Quantité de déchets à déposer (en m <sup>3</sup> )	Capacité de stockage maximal (en m <sup>3</sup> )	Quantité de déchets demeurant à bord (en m <sup>3</sup> )	Port dans lequel les déchets restants seront déposés	Estimation de la quantité de déchets qui sera produite entre le moment de la notification et le port d'escale suivant (en m <sup>3</sup> )

## 1. Huiles usagées

Boues					
Eau de cale					
Autres (à préciser)					

## 2. Détritus

Déchets alimentaires					
Plastiques					
Autres (à préciser)					
3. Déchets liés à la cargaison (à préciser) (1)					
4. Résidus de cargaison (à préciser) (2)					

(1) Il peut s'agir d'une estimation

(2) Il peut s'agir d'une estimation

Notes :

Ces renseignements peuvent être utilisés à des fins de contrôle par l'Etat du port ainsi qu'à d'autres fins d'inspections :

Le présent formulaire doit être complété sauf si le navire fait l'objet d'une exemption conformément à l'article 11 du présent arrêté

Je confirme que :

les renseignements ci-dessus sont exacts et corrects et

la capacité à bord est suffisante pour stocker tous les déchets produits entre le moment de la notification et le port suivant où les déchets seront déposés.

Date .....

Heure .....

Signature .....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 986

[C — 2003/27134]

**27. FEBRUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 60;

Aufgrund des am 16. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch begründet wird, dass es sich um die Umsetzung einer Binnenmarkt-richtlinie handelt, deren Umsetzungsfrist am 28. Dezember 2002 abgelaufen ist;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission am 22. Januar 2003 eine Mahnung geschickt hat, und dass eine Antwortfrist von zwei Monaten festgelegt wurde; in der Erwägung, dass die Kommission sich das Recht vorbehält, ein begründetes Gutachten abzugeben, falls die Bemerkungen nicht zeitig bei ihr eingegangen sind;

In Erwägung des Art. 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In Erwägung der Richtlinie 75/442/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 15. Juli 1975 über Abfälle, in ihrer durch die Richtlinien 91/156/EWG vom 18. März 1991 und 91/692/EWG vom 23. Dezember 1991 abgeänderten Fassung;

In Erwägung der Richtlinie 2000/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. November 2000 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände;

In Erwägung des am 27. November 2000 in Kraft getretenen Internationalen Übereinkommens von 1973 zur Verhütung der Meeresverschmutzung durch Schiffe in der Fassung des dazugehörigen Protokolls von 1978 (MARPOL 73/78);

Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten und des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass setzt die Richtlinie 2000/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. November 2000 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände um.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass soll das Einbringen von Schiffsabfällen und Ladungsrückständen auf See, insbesondere das illegale Einbringen, durch Schiffe verringern, die Häfen anlaufen, indem die Bereitstellung und Inanspruchnahme von Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände verbessert werden, und damit den Meeresumweltschutz verstärken.

**Art. 3** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Abfall: jeder Abfall im Sinne vom Art. 2, 1° des Dekrets;

3° Schiffsabfälle: alle Abfälle, einschließlich Abwasser, sowie Rückstände außer Ladungsrückständen, die während des Schiffsbetriebs anfallen und in den Geltungsbereich der Anlagen I, IV und V von MARPOL 73/78 fallen, sowie ladungsbedingte Abfälle gemäß den Durchführungsleitlinien der Anlage V von MARPOL 73/78;

4° Ladungsrückstände: die nach Abschluss der Lösch- und Reinigungsverfahren an Bord in Laderäumen oder Tanks befindlichen Reste von Ladungen sowie die beim Laden oder Löschen verursachten Überreste und Überläufe;

5° Schiff: seegehende Fahrzeuge jeder Art, die im Seegebiet eingesetzt werden, unter Einschluss von Tragflügelbooten, Luftkissenfahrzeugen, Tauchfahrzeugen und schwimmenden Geräten;

6° Fischereifahrzeug: ein Schiff, das für den Fang von Fischen oder anderen lebenden Meeresressourcen ausgerüstet ist oder hierzu gewerblich genutzt wird;

7° Sportboot: unabhängig von der Antriebsart Schiffe jeder Art, die für Sport- oder Freizeit Zwecke bestimmt sind;

8° Hafen: ein Ort oder ein geographisches Gebiet, der/das so angelegt und ausgestattet wurde, dass er/es im Prinzip Schiffe, einschließlich Fischereifahrzeugen und Sportbooten, aufnehmen kann;

9° Hafenauffangeinrichtungen: alle festen, schwimmenden oder mobilen Vorrichtungen, mit denen Schiffsabfälle oder Ladungsrückstände aufgefangen werden können;

10° Sammlung: die Abfallsammlung im Sinne von Art. 2, 14° des Dekrets;

11° Beseitigung: die Abfallbeseitigung im Sinne von Art. 2, 9° des Dekrets;

12° Verwertung: die Abfallverwertung im Sinne von Art. 2, 10° des Dekrets;

13° Amt: das Amt im Sinne von Art. 2, 24° des Dekrets.

**Art. 4** - Unbeschadet der Definitionen in Art. 3, 3° und 4° sind "Schiffsabfälle" und "Ladungsrückstände" Abfälle im Sinne von Art. 2, 1° des Dekrets.

**Art. 5** - § 1. Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf:

a) alle Schiffe, einschließlich der Fischereifahrzeuge und der Sportboote, die einen Hafen anlaufen oder in diesem betrieben werden, unabhängig von der Flagge, unter der sie fahren;

b) alle Häfen, die normalerweise von in den Anwendungsbereich von Buchstabe a) fallenden Schiffen angelaufen werden.

§ 2. Mit Ausnahme der Artikel 8, § 3 und 9, § 2, ist der vorliegende Erlass nicht anwendbar auf:

a) Kriegsschiffe, Flottenhilfsschiffe;

b) Schiffe, die Eigentum des Staates sind oder von diesem betrieben werden und vorläufig nur für nichtgewerbliche staatliche Dienste eingesetzt werden.

**Art. 6** - Die Hafenbetreiber sorgen für die Einrichtung geeigneter Hafenauffangeinrichtungen, die den Bedürfnissen der Schiffe entsprechen, die normalerweise den Hafen anlaufen.

Um den Bedürfnissen der Schiffe zu entsprechen, müssen die Auffangeinrichtungen dazu geeignet sein, die Art und Menge der Schiffsabfälle und Ladungsrückstände der normalerweise diesen Hafen anlaufenden Schiffe aufzufangen, wobei dem Betriebsbedarf der Hafenbenutzer, der Größe und der geographischen Lage des Hafens, der Art der den Hafen anlaufenden Schiffe sowie den Ausnahmen gemäß Artikel 8, § 3 et 9, § 2 Rechnung zu tragen ist.

**Art. 7** - § 1. Im Benehmen mit den beteiligten Parteien, einschließlich der privaten Hafenbetreiber und der Hafenbenutzer und deren Vertreter erstellt jeder Hafenbetreiber einen der örtlichen Lage angepassten Abfallbewirtschaftungsplan und führt ihn durch; dieser Plan hat den Auflagen, die sich aus dem vorliegenden Erlass ergeben, Rechnung zu tragen.

Die Anlage I enthält die Mindestanforderungen hinsichtlich der Aufstellung dieser Pläne.

§ 2. Jeder Abfallbewirtschaftungsplan wird dem Gutachten des "Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt unterbreitet. Hierbei handelt es sich um ein gleichlautendes Gutachten, das innerhalb des Monats ab der Zusendung des Antrags auf Begutachtung durch den Hafenbetreiber abzugeben ist.

§ 3. Die Regierung genehmigt den ihm vom Hafenbetreiber unterbreiteten Abfallbewirtschaftungsplan für einen Zeitraum von höchstens drei Jahren.

Jeder Abfallbewirtschaftungsplan wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 4. Der Hafenbetreiber überprüft seinen Abfallbewirtschaftungsplan nach jeder bedeutenden Änderung in dem Hafenbetrieb.

§ 5. Der Hafenbetreiber stellt jährlich einen Bericht über die Bewertung der Durchführung seines Abfallbewirtschaftungsplans auf, den er der Regierung übermittelt.

Eine Abschrift des Bewertungsberichts wird dem Amt übermittelt.

**Art. 8.** § 1. Der Kapitän eines Schiffes, das kein Fischereifahrzeug oder Sportboot mit einer Zulassung für bis zu zwölf Passagiere ist und einen Hafen der Wallonischen Region anlaufen möchte, füllt das in der Anlage 2 zum vorliegenden Erlass enthaltene Formular wahrheitsgetreu und genau aus und übermittelt diese Angaben dem Hafentreiber:

- a) mindestens 24 Stunden vor der Ankunft, sofern der Anlaufhafen bekannt ist, oder
- b) sobald der Anlaufhafen bekannt ist, falls diese Information weniger als 24 Stunden vor der Ankunft vorliegt, oder
- c) spätestens beim Auslaufen aus dem zuletzt angelaufenen Hafen, falls die Fahrtdauer weniger als 24 Stunden beträgt.

§ 2. Der Schiffskapitän bewahrt die in § 1 genannten Angaben mindestens bis zum nächsten Anlaufhafen an Bord auf.

§ 3. Der Hafentreiber kann Schiffe von den Verpflichtungen nach § 1 befreien, unter der Bedingung:

- dass es sich um Linienschiffe handelt, die häufig und regelmäßig Häfen anlaufen;
- dass sie hinreichend nachweisen können, dass Vorkehrungen bestehen, um die Entladung der Abfälle und die Zahlung der Gebühren sicherzustellen. Unter diesen Nachweisen muss es mindestens eine Vertragsurkunde geben, die den Kapitän des Schiffes und den Hafentreiber verpflichtet;
- dass sie vorab einen schriftlichen Befreiungsantrag an den Hafentreiber gerichtet haben, der alle vorgenannten Nachweise enthält.

**Art. 9** - § 1. Der Kapitän eines Schiffes, das einen Hafen angelaufen hat, entlädt vor dem Auslaufen alle Schiffsabfälle in einer Hafenauffangeinrichtung.

Ungeachtet des Absatzes 1 kann der mit der Überwachung beauftragte Beamte ein Schiff erlauben, ohne Entladung der Schiffsabfälle seine Fahrt zum nächsten Anlaufhafen fortzusetzen, wenn sich erweist, dass genügend spezifische Lagerkapazität für alle angefallenen und während der beabsichtigten Fahrt des Schiffes bis zum Entladehafen anfallenden Schiffsabfälle vorhanden ist.

§ 2. Der Hafentreiber kann die Schiffe von den Verpflichtungen nach § 1 befreien, unter der Bedingung:

1. dass es sich um Linienschiffe handelt, die häufig und regelmäßig Häfen anlaufen;
2. dass sie hinreichend nachweisen können, dass Vorkehrungen bestehen, um die Entladung der Abfälle und die Zahlung der Gebühren sicherzustellen. Unter diesen Nachweisen muss es mindestens eine Vertragsurkunde geben, die den Kapitän des Schiffes und den Hafentreiber verpflichtet;
3. dass sie vorab einen schriftlichen Befreiungsantrag an den Hafentreiber gerichtet haben, der alle vorgenannten Nachweise enthält.

**Art. 10** - Für Überprüfungen von Schiffen, die keine Fischereifahrzeuge und keine Sportboote mit einer Zulassung für bis zu zwölf Passagiere sind, gilt dass die zuständige Behörde, wenn sie die Ergebnisse dieser Überprüfung für nicht befriedigend hält, dass das Schiff den Hafen nicht verlässt, bevor es seine Schiffsabfälle und Ladungsrückstände gemäß dem vorliegenden in einer Hafenauffangeinrichtung entladen hat.

**Art. 11** - Der Kapitän eines Schiffes, das einen Hafen angelaufen hat, sorgt dafür, dass die Ladungsrückstände gemäß den Vorschriften von MARPOL 73/78 in einer Hafenauffangeinrichtung entladen werden.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 13** - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten und der Minister der Umwelt werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Februar 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

---

#### ANLAGE I

##### Anforderungen an Abfallbewirtschaftungspläne für Häfen

In den Plänen werden alle Arten von Schiffsabfällen und Ladungsrückständen von Schiffen, die den betreffenden Hafen normalerweise anlaufen, die Größe des Hafens und die Arten der einlaufenden Schiffe berücksichtigt.

Die Pläne müssen insbesondere Folgendes enthalten:

- eine Bewertung der Notwendigkeit einer Hafenauffangeinrichtung unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Schiffe, die den betreffenden Hafen normalerweise anlaufen;
- eine Beschreibung der Art und Kapazität der Hafenauffangeinrichtung;
- eine detaillierte Beschreibung der Verfahren für das Auffangen und Sammeln von Schiffsabfällen und Ladungsrückständen;
- eine Beschreibung des Gebührensystems;
- die Verfahren für die Meldung etwaiger Unzulänglichkeiten der Hafenauffangeinrichtung;
- die Verfahren für die laufende Konsultation der Hafenbenutzer, der mit der Abfallbehandlung beauftragten Unternehmen, der Hafentreiber und anderer Beteiligter;
- die Art und Menge der aufgefangenen und behandelten Schiffsabfälle und Ladungsrückstände.

Ferner sollten die Pläne Folgendes umfassen:

- eine Zusammenfassung der einschlägigen Rechtsvorschriften und Entladungsformalitäten;
- die Angabe der für die Durchführung des Plans verantwortlichen Person(en);
- gegebenenfalls eine Beschreibung der im Hafen vorhandenen Ausrüstungen und Verfahren für die Vorbehandlung des Abfalls;
- eine Beschreibung der Verfahren für die Aufzeichnung der tatsächlichen Nutzung der Hafenauffangeinrichtung;
- eine Beschreibung der Verfahren für die Aufzeichnung der aufgefangenen Menge an Schiffsabfällen und Ladungsrückständen;
- eine Beschreibung der Art und Weise der Entsorgung von Schiffsabfällen und Ladungsrückständen.

Die Verfahren für Auffangen, Sammlung, Lagerung, Behandlung und Entsorgung sollten in jeder Hinsicht mit einem Umweltmanagementplan übereinstimmen, der einen schrittweisen Abbau der Auswirkungen dieser Tätigkeiten auf die Umwelt ermöglicht. Stehen die Verfahren mit der Verordnung (EWG) Nr. 1836/93 des Rates vom 29. Juni 1993 über die freiwillige Beteiligung gewerblicher Unternehmen an einem Gemeinschaftssystem für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung (1) in Einklang, so wird von dieser Übereinstimmung ausgegangen.

Informationen, die allen Hafenbenutzern zugänglich sein müssen:

- kurzer Verweis auf die grundlegende Bedeutung einer ordnungsgemäßen Entladung von Schiffsabfällen und Ladungsrückständen;
- Standort der Hafenauffangeinrichtung für jeden Anlegeplatz mit entsprechendem Diagramm bzw. entsprechender Karte;
- Liste der Schiffsabfälle und Ladungsrückstände, die normalerweise behandelt werden;
- Liste der Kontaktstellen, der Betreiber sowie der angebotenen Dienstleistungen;
- Beschreibung der Entladungsverfahren;
- Beschreibung des Gebührensystems;
- Verfahren für die Meldung etwaiger Unzulänglichkeiten der Hafenauffangeinrichtung.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2003

Der Minister-Präsident  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

#### ANLAGE II

Angaben, die vor einlaufen in den Hafen von ..... gemacht werden müssen  
(Anlaufhafen gemäß Art. 8 des Erlasses)

10. Name, Rufzeichen sowie gegebenenfalls die IMO-Identifikationsnummer des Schiffs:

11. Flaggenstaat:

12. Geschätzte Anlaufzeit:

13. Geschätzte Auslaufzeit:

14. Vorheriger Anlaufhafen:

15. Nächster Anlaufhafen:

16. Letzter Hafen, in dem Schiffsabfälle entladen wurden, und Zeitpunkt dieser Entladung:

17. Entsorgen Sie: den gesamten  einen Teil des  keinen

Abfall(s) in den Hafenauffangeinrichtungen?

18. Art und Menge der zu entladenden und/oder an Bord verbleibenden Schiffsabfälle und Ladungsrückstände und Prozentsatz der maximalen Lagerkapazität.

- Bei Entsorgung des gesamten Abfalls bitte die zweite Spalte entsprechend ausfüllen.

- Wird der Abfall nicht oder nur teilweise entsorgt, bitte alle Spalten ausfüllen

Art	Zu entsorgender Abfall (m <sup>3</sup> )	maximale Lagerkapazität (m <sup>3</sup> )	Menge des an Bord verbleibenden Abfalls (m <sup>3</sup> )	Hafen, in dem der verbleibende Abfall entladen wird	Geschätzte Abfallmenge, die zwischen Meldung und nächstem Anlaufhafen anfällt (m <sup>3</sup> )
-----	------------------------------------------	-------------------------------------------	-----------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------

1. Altöl

Schlamm					
Bilgenwasser					
Sonstige (entsprechende Angabe)					



## 2. Müll

Küchenabfall					
Kunststoff					
Sonstige (entsprechende Angabe)					
3. Ladungsbedingte Abfälle (entsprechende Angabe) (1)					
4. Ladungsrückstände (entsprechende Angabe) (2)					

(1) Auch Schätzwerte sind zulässig

(2) Auch Schätzwerte sind zulässig

Achtung:

Diese Angaben können für die Zwecke der Hafensaatkontrolle und anderer Überprüfungen verwendet werden. Dieses Formular ist auszufüllen, es sei denn, dem Schiff wird gemäß Artikel 11 des vorliegenden Erlasses eine Ausnahme gewährt.

Ich bestätige, dass:

die vorstehenden Angaben genau und zutreffend sind;

die entsprechende Bordkapazität zur Lagerung des gesamten Abfalls ausreicht, der zwischen der Meldung und dem Anlaufen des nächsten Hafens anfällt, in dem der Abfall entladen wird.

Datum .....

Uhrzeit .....

Unterschrift .....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 986

[C - 2003/27134]

**27 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 60;

Gelet op het advies van de Commissie voor Afvalstoffen, gegeven op 16 december 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat een richtlijn "interne markt" moet worden omgezet en dat de termijn voor die omzetting is verstreken op 28 december 2002;

Overwegende dat de Europese Commissie een ingebrekestelling heeft gestuurd op 22 januari 2003 en dat een termijn van twee maanden werd vastgesteld om antwoord te geven; dat de Commissie zicht het recht voorbehoudt om een gemotiveerd advies uit te brengen indien de opmerkingen niet binnen de voorgeschreven termijn binnenkomen;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 75/442/EEG van 15 juli 1975 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij de richtlijnen 91/156/EEG van 18 maart 1991 en 91/692/EEG van 23 december 1991;

Gelet op richtlijn 2000/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2000 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen;

Gelet op het internationale Marpol-Verdrag 73/78 van 1973 houdende regels ter voorkoming van verontreiniging door schepen, zoals gewijzigd bij het desbetreffende protocol van 1978, van kracht op 27 november 2000;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken en van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijn 2000/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2000 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen wordt bij dit besluit omgezet.

**Art. 2.** Dit besluit beoogt het terugdringen van lozingen van scheepsafval en ladingresiduen in zee en meer bepaald de verboden lozingen uitgevoerd door schepen die havens gebruiken, door de beschikbaarheid en het gebruik van havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen te verbeteren en aldus de bescherming van het mariene milieu te verhogen.

**Art. 3.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° afval : alle afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet;

3° scheepsafval : afval, met inbegrip van sanitair afval, en residuen, niet zijnde ladingresiduen, die ontstaan tijdens de bedrijfsvoering van een schip en die vallen onder het toepassingsgebied van de bijlagen I, IV en V van Marpol 73/78, en ladinggebonden afval zoals omschreven in de Guidelines voor de uitvoering van bijlage V van Marpol 73/78;

4° ladingresiduen : de restanten van lading in ruimen of tanks aan boord die na het lossen en schoonmaken achterblijven, met inbegrip van restanten na lading of lossing en morsingen;

5° schip : zeegeand vaartuig, ongeacht het type, dat in het mariene milieu opereert, met inbegrip van draagvleugelboten, luchtkussenvaartuigen, onderwatervaartuigen en drijvende vaartuigen;

6° vissersvaartuig : schip, uitgerust of met commercieel oogmerk gebruikt voor het vangen van vis of andere levende rijkdommen van de zee;

7° pleziervaartuig : schip, bestemd of gebruikt voor sport of vrijetijdsbesteding, ongeacht het type en de wijze van voortstuwing;

8° haven : plaats of geografisch gebied met verbeteringswerken en voorzieningen die voornamelijk dienen voor de ontvangst van schepen, met inbegrip van vissersvaartuigen en pleziervaartuigen;

9° havenontvangstvoorziening : vaste, drijvende of mobiele voorziening die geschikt is voor de ontvangst van scheepsafval of ladingresiduen;

10° inzameling : inzameling zoals bedoeld in artikel 2, 14°, van het decreet;

11° verwijdering : verwijdering zoals bedoeld in artikel 2, 9°, van het decreet;

12° valorisatie : nuttige toepassing zoals bedoeld in artikel 2, 10°, van het decreet;

13° de Dienst : de Dienst zoals bedoeld in artikel 2, 23°, van dit decreet.

**Art. 4.** Onverminderd de in artikel 3, 3° en 4°, bedoelde bepalingen zijn de "scheepsafval" en de "ladingresiduen" afvalstoffen in de zin van artikel 2, 1°, van het decreet.

**Art. 5.** § 1. Dit besluit is van toepassing op :

a) alle schepen, met inbegrip van vissers- en pleziervaartuigen, elk schip, vissersvaartuig en pleziervaartuig, ongeacht hun vlag, die een haven aandoen of daar in bedrijf zijn;

b) alle havens die gewoonlijk worden aangedaan door schepen welke onder het toepassingsgebied van punt a) vallen.

§ 2. De artikelen 8, § 3 en 9, § 2, uitgezonderd, is dit besluit niet van toepassing op :

a) oorlogsschepen en marinehulpschepen;

b) andere schepen in eigendom of onder beheer van een Staat die uitsluitend voor een niet-commerciële overheidsdienst worden gebruikt.

**Art. 6.** De havenbeheerders dragen zorg voor de beschikbaarheid van havenontvangstvoorzieningen die toereikend zijn voor de behoeften van de schepen welke hun havens gewoonlijk aandoen.

Havenontvangstvoorzieningen zijn toereikend, indien zij geschikt zijn voor de ontvangst van de soorten en hoeveelheden scheepsafval en ladingresiduen van de schepen welke die haven gewoonlijk aandoen, rekening houdende met de behoeften van de gebruikers van de haven, de grootte en de geografische ligging van de haven, het soort schepen dat de haven aandoet en de vrijstellingen bedoeld in de artikelen 8, § 3 en 9, § 2.

**Art. 7.** § 1. Een aan de plaatselijke situatie aangepast plan wordt door elke havenbeheerder uitgewerkt en uitgevoerd in overleg met de betrokken partijen, met inbegrip van de privé-exploitanten en de havengebruikers of hun vertegenwoordigers. Daarbij wordt rekening gehouden met de bij dit besluit opgelegde verplichtingen.

De minimale voorschriften voor de uitwerking van dat plan zijn opgenomen in bijlage I.

§ 2. Elk planontwerp heeft het advies van de Waalse Dienst voor Afvalstoffen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. Dat advies is conform en wordt uitgebracht binnen één maand, te rekenen van de datum waarop de aanvraag om advies door de havenbeheerder verzonden wordt.

§ 3. Het door de havenbeheerder overgelegde plan voor ontvangst en verwerking van scheepsafval wordt door de Regering goedgekeurd voor maximum drie jaar. Het wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 4. Het plan voor ontvangst en verwerking van scheepsafval wordt door de netbeheerder aangepast na elke belangrijke wijziging van de havenexploitatie.

§ 5. De havenbeheerder maakt ter attentie van de Regering een jaarlijks evaluatieverslag op over de uitvoering van het plan voor ontvangst en verwerking van scheepsafval.

Een afschrift van dat verslag wordt aan de Dienst gericht.

**Art. 8.** § 1. De kapitein van een schip, niet zijnde een vissersvaartuig of een pleziervaartuig waarmee ten hoogste 12 passagiers mogen worden vervoerd, dat op weg is naar een haven in het Waalse Gewest, vult het formulier van bijlage II waarheidsgetrouw en nauwkeurig in en verstrekt de informatie aan de havenbeheerder :

a) ten minste 24 uur vóór aankomst, indien de aanloophaven bekend is; of

b) zodra de aanloophaven bekend is, indien die informatie minder dan 24 uur voor aankomst beschikbaar is; of

c) uiterlijk bij vertrek uit de vorige haven, indien de duur van de reis minder dan 24 uur bedraagt.

§ 2. De in § 1 bedoelde informatie wordt hoe dan ook tot de volgende aanloophaven aan boord bewaard door de scheepskapitein.

§ 3. De havenbeheerder kan schepen vrijstelling verlenen van de in § 1 bedoelde verplichtingen indien :

- schepen volgens een dienstregeling frequent en regelmatig bepaalde havens aandoen;
- genoegzaam aangetoond is dat er een regeling is getroffen voor de afgifte van scheepsafval en de betaling van bijdragen.

Er moet ten minste één contractuele akte bestaan dat de kapitein en de havenbeheerder verbindt;

- een vrijstellingsaanvraag met alle voormelde bewijsstukken vooraf en schriftelijk aan de havenbeheerder wordt gericht.

**Art. 9. § 1.** De kapitein van een schip dat een haven aandoet, geeft alle scheepsafval voor vertrek uit die haven af bij een havenontvangstvoorziening.

Niettegenstaande het eerste lid, kan een schip na advies van de ambtenaar belast met de bewaking naar de volgende aanloophaven doorvaren zonder afgifte van het scheepsafval, indien blijkt dat er voldoende aparte opslagcapaciteit aan boord aanwezig is voor alle scheepsafval dat is ontstaan en dat nog zal ontstaan tijdens de voorgenomen reis van het schip tot de haven van afgifte.

§ 2. De havenbeheerder kan schepen vrijstelling verlenen van de in § 1 bedoelde verplichtingen indien :

1. schepen volgens een dienstregeling frequent en regelmatig bepaalde havens aandoen;
2. genoegzaam aangetoond is dat er een regeling is getroffen voor de afgifte van scheepsafval en de betaling van bijdragen.

Er moet ten minste één contractuele akte bestaan dat de kapitein en de havenbeheerder verbindt;

3. een vrijstellingsaanvraag met alle voornoemde bewijsstukken vooraf en schriftelijk wordt gestuurd aan de havenbeheerder.

**Art. 10.** Voor inspecties van andere schepen dan vissersvaartuigen en pleziervaartuigen waarmee ten hoogste 12 passagiers mogen worden vervoerd, indien de betrokken autoriteit het resultaat van de inspectie niet bevredigend acht, draagt hij er zorg voor dat het schip de haven niet verlaat voordat het zijn scheepsafval en/of ladingresiduen bij een havenontvangstvoorziening heeft afgegeven overeenkomstig dit besluit.

**Art. 11.** De kapitein van een schip dat een haven aandoet, draagt er zorg voor dat ladingresiduen afgegeven worden bij een havenontvangstvoorziening overeenkomstig de voorschriften van Marpol 73/78.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 13.** De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken en de Minister van Leefmilieu zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

---

#### BIJLAGE I

##### Voorschriften voor afvalontvangst- en afvalverwerkingsplannen in havens

De plannen moeten betrekking hebben op alle soorten scheepsafval en ladingresiduen, afkomstig van schepen die gewoonlijk de betrokken haven aandoen, en afgesteld zijn op de grootte van de haven en het soort schepen dat die haven aandoet.

De volgende elementen moeten deel uitmaken van de plannen :

- een beoordeling van de behoefte aan havenontvangstvoorzieningen, gelet op de behoefte van de schepen die de haven gewoonlijk aandoen;
- een beschrijving van het soort havenontvangstvoorzieningen en de capaciteit daarvan;
- een gedetailleerde beschrijving van de procedures voor de ontvangst en inzameling van scheepsafval en ladingresiduen;
- een beschrijving van het tariefsysteem;
- procedures voor het melden van vermeende tekortkomingen van havenontvangstvoorzieningen;
- procedures voor structureel overleg met havengebruikers, afvalbedrijven, terminalexploitanten en andere betrokken partijen;
- soort en hoeveelheden ontvangen en verwerkt scheepsafval en ladingresiduen.

Daarnaast dienen de plannen het volgende te omvatten :

- een overzicht van de toepasselijke wetgeving en formaliteiten voor de afgifte;
- vermelding van een persoon of personen die verantwoordelijk is of zijn voor de uitvoering van het plan;
- een beschrijving van eventuele voorbehandelingsinstallaties en -processen in de haven;
- een beschrijving van de methoden voor het registreren van het feitelijk gebruik van de havenontvangstvoorzieningen;
- een beschrijving van de methoden voor het registreren van de ontvangen hoeveelheden scheepsafval en ladingresiduen, en
- een beschrijving van de wijze waarop scheepsafval en ladingresiduen worden verwijderd.

De procedures voor de ontvangst, inzameling, opslag, behandeling en verwijdering dienen in alle opzichten conform een milieuzorgsysteem te zijn dat geschikt is voor een geleidelijke vermindering van de milieueffecten van deze activiteiten. De procedures worden geacht conform te zijn indien zij voldoen aan verordening (EEG) nr. 1836/93 van de Raad van 29 juni 1993 inzake de vrijwillige deelneming van bedrijven uit de industriële sector aan een communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem.

Informatie die aan alle havengebruikers moet worden verstrekt :

- korte verwijzing naar het fundamentele belang van een behoorlijke afgifte van scheepsafval en ladingresiduen;
- locatie van de havenontvangstvoorzieningen voor iedere aanlegplaats, met tekening/kaart;
- lijst van gewoonlijk verwerkte soorten scheepsafval en ladingresiduen;
- lijst van contactadressen, exploitanten en geboden diensten;
- beschrijving van de afgifteprocedures;
- beschrijving van het tariefsysteem; en
- procedures voor het melden van vermeende tekortkomingen van havenontvangstvoorzieningen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

#### BIJLAGE II

Informatie te verstrekken voor het aandoen van de haven van .....  
(haven van bestemming als bedoeld in artikel 8 van het besluit)

1. Naam, roepnaam en, indien van toepassing, IMO-identificatienummer van het schip :
2. Vlaggenstaat :
3. Vermoedelijke aankomsttijd :
4. Vermoedelijke vertrektijd :
5. Vorige aanloophaven :
6. Volgende aanloophaven :
7. Laatste haven van afgifte van het scheepsafval en afgifte datum :
8. Afgifte van scheepsafval bij de havenontvangstvoorzieningen : geheel  gedeeltelijk  niets
9. Soort en hoeveelheid af te geven of aan boord gehouden afval en residuen, en maximale opslagcapaciteit :  
- Indien al het afval afgegeven wordt, de tweede kolom invullen, voorzover van toepassing.  
- Indien een deel of geen afval afgegeven wordt, alle kolommen invullen.

Soort	Af te geven afval (m <sup>3</sup> )	Maximale opslagcapaciteit (m <sup>3</sup> )	Hoeveelheid aan boord gehouden afval (m <sup>3</sup> )	Haven waar het resterende afval zal worden afgegeven	Geschatte hoeveelheid afval die tussen aanmelding en volgende aanloophaven ontstaat (m <sup>3</sup> )
-------	-------------------------------------	---------------------------------------------	--------------------------------------------------------	------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------

#### 1. Olieafval

Sludge					
Lenswater					
Overige (specificeren)					

#### 2. Vuilnis

Voedselrestanten					
Plastic					
Overige (specificeren)					
3. Ladinggebonden afval (specificeren) (1)					
4. Ladingresiduen (specificeren) (2)					

(1) Mogen schattingen zijn

(2) Mogen schattingen zijn

## Opmerkingen :

1. Deze informatie kan worden gebruikt voor de havenstaatcontrole en andere inspectiedoeleinden.
2. Dit formulier moet worden ingevuld, tenzij het schip onder een vrijstelling overeenkomstig artikel 11 van dit besluit valt.

Hierbij verklaar ik dat :

- de bovenstaande gegevens juist en volledig zijn, en
- er voldoende aparte opslagcapaciteit aan boord is voor al het afval dat ontstaat tussen deze aanmelding en de volgende haven waarin afval wordt afgegeven.

Datum .....

Tijd .....

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

---

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2003 — 987

[C — 2003/27135]

**27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique**

Le Gouvernement wallon,

- Vu la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets;
- Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables;
- Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;
- Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- Vu l'avis de la Commission consultative pour la Protection des Eaux contre la pollution rendu le 6 février 2002;
- Vu l'avis de la Commission régionale des Déchets rendu le 23 septembre 2002;

Vu l'urgence motivée par les circonstances qu'il s'agit de la transposition d'une directive « marché intérieur » dont le délai de transposition a expiré le 16 juillet 2001 et que la Commission européenne a saisi la Cour de Justice des Communautés Européennes, que le Gouvernement wallon a sollicité le 24 décembre dernier l'avis du Conseil d'Etat dans un délai d'un mois sur l'avant projet d'arrêté susmentionné qui transpose nombre de dispositions de ladite directive dont certaines doivent impérativement entrer en vigueur dans les plus brefs délais notamment pour assurer la bonne application du décret du 11 juin 1999 relatif au permis d'environnement, que plus d'un mois après la demande d'avis, cet avis n'a toujours pas été rendu;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.911/4 rendu le 20 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux établissements visés sous la rubrique n° 90.25 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Section 2. — Définitions**

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

- 2.1. CWATUP : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;
- 2.2. CET : Centre d'Enfouissement Technique tel que visé par l'article 2, 18°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 2.3. Arrêté nomenclature : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;
- 2.4. Aires naturelles protégées : les réserves naturelles domaniales et agréées, les réserves forestières, les sites Natura 2000 au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par les décrets du Conseil régional wallon des 11 avril 1984, 16 juillet 1985, 7 octobre 1985, 7 septembre 1989, 21 avril 1994, 6 avril 1995, 22 janvier 1998 et 6 décembre 2001, les zones humides d'intérêt biologique au sens de l'arrêté du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique et les cavités souterraines d'intérêt scientifique au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 1995;